

Table des matières

La jurisprudence Antigone en matière de roulage	7
<i>Bruno DEVOS et Christophe BLERET</i>	
Section 1. Origine de la jurisprudence Antigone et évolution du droit de la preuve	9
§ 1. Temps un : le principe de la légalité des preuves	9
§ 2. Première évolution : admission des preuves dont l'irrégularité n'est pas le fait de l'autorité	10
§ 3. Nouvelle évolution : l'arrêt du 14 octobre 2003 de la Cour de cassation et ses arrêts ultérieurs	11
§ 4. Confirmation, extension et précisions de la jurisprudence Antigone	12
§ 5. Le test «Antigone»	13
§ 6. Synthèse provisoire	15
Section 2. Analyse de la jurisprudence Antigone par la Cour constitutionnelle	15
Section 3. Analyse de la jurisprudence Antigone par la Cour européenne des droits de l'homme	15
Section 4. Validation de la jurisprudence Antigone par la loi sur l'entraide judiciaire internationale	18
Section 5. La jurisprudence Antigone en droit commun, avec incidence potentielle en roulage	18
§ 1. Éléments de preuve irréguliers ou illégaux retenus	18
§ 2. Éléments de preuve écartés	20
Section 6. La jurisprudence Antigone et le roulage	26
§ 1. Constats policiers	26
§ 2. Contrôle du taux d'alcoolémie	29
§ 3. Contrôle de vitesse	37
§ 4. Analyses A.D.N.	44
Section 7. Conclusions provisoires	45

**L'article 29bis de la loi du 21 novembre 1989 sur
l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en
matière de véhicules automoteurs : état de la question** 47

Jean VAN ROSSUM

Introduction	49
Section 1. La nature de l'indemnisation	49
Section 2. L'accident de circulation	52
Section 3. L'implication	58
Section 4. Les accidents sur les terrains privés	64
Section 5. Exclusion des conducteurs	69
Section 6. L'intervention éventuelle de l'assureur « R.C. vie privée »	73
Section 7. Les ayants droit	74
Section 8. La victime qui a voulu l'accident et ses conséquences	76
Section 9. Les accidents à l'étranger	77
Section 10. La prescription	79
Section 11. L'action récursoire	81
Conclusion	83

Petit périple au pays du recours des tiers payeurs 85

Noël SIMAR

Introduction générale	87
-----------------------	----

Chapitre I. Le recours de l'employeur public 87

Section 1. L'évolution de la jurisprudence de la Cour de cassation	88
§ 1. Ouverture de l'action directe	88
§ 2. Impossibilité d'exercer l'action directe en raison de la rupture du lien causal	88
§ 3. Les premiers glissements vers le concept du dom- mage récupérable	90
§ 4. Retour au principe de la rupture de causalité	91
§ 5. Abandon de la jurisprudence relative à la rupture du lien causal au profit du concept du dommage récupérable	92
§ 6. Champ d'application de la jurisprudence de la Cour de cassation au-delà du recours de l'employeur public	93

Section 2. Les contours de la jurisprudence de la Cour de cassation relativement au recours direct de l'employeur public	94
§ 1. L'étendue du dommage	94
§ 2. La preuve du dommage	100
§ 3. Le partage de responsabilité	101
§ 4. Le problème de la prescription	102
Section 3. Critiques	105
§ 1. Les objections juridiques à l'application du droit direct	105
§ 2. La jurisprudence	108
Conclusion	109
Chapitre II. Le recours de l'assureur-loi	110
Section 1. Les bases du recours de l'assureur-loi	110
§ 1. Les articles 47 et 48 de la loi du 10 avril 1971	110
§ 2. L'article 41 de la loi du 25 juin 1992	113
§ 3. Le recours direct	115
Section 2. L'organisation du recours	117
§ 1. La distinction entre l'objet et l'assiette	117
§ 2. Définition de l'objet du recours	120
§ 3. Définition de l'assiette du recours	125
Section 3. L'immunité civile de l'employeur, de ses mandataires et de ses préposés	136
§ 1. Fondement de l'immunité	136
§ 2. Exceptions à l'immunité	138
§ 3. Portée de l'immunité – À qui peut-elle être opposée?	142
§ 4. L'hypothèse du prêt de personnel – le travail intérimaire	143
Section 4. Les actions à disposition de l'assureur-loi subrogé	148
Section 5. Éléments de procédure	150
§ 1. Juridictions civiles ou correctionnelles	150
§ 2. Juridictions du travail	150
§ 3. Incidences réciproques des actions de la victime et de l'assureur-loi	152
§ 4. Opposabilité du partage de responsabilité	153
Chapitre III. Le recours de l'assureur maladie – invalidité	156
Section 1. Base légale	156
Section 2. Analyse du recours	157
§ 1. Objet du recours : les décaissements	157

§ 2. L'assiette du recours	159
Section 3. Éléments de procédure	162
Conclusion	162
Travelling sur l'indemnisation du préjudice corporel	165
<i>Thierry PAPART et Jean-François MAROT</i>	
Introduction	167
Section 1. Description non quantifiée de l'A.I.P.P.	169
Section 2. L'exclusion de l'état antérieur	170
Section 3. Les aides	171
§ 1. Prothèses/orthèses	171
§ 2. Aménagements de véhicule et d'immeuble	172
§ 3. Opérations correctrices	172
§ 4. Aides de tiers	172
§ 5. Sur le versant de l'indemnisation	173
Section 4. Le triptyque des incapacités temporaires	174
§ 1. L'incapacité personnelle (temporaire)	174
§ 2. L'incapacité ménagère (temporaire)	175
§ 3. L'incapacité économique temporaire	177
Section 5. Les préjudices particuliers temporaires	178
§ 1. La douleur	179
§ 2. Le préjudice esthétique temporaire	179
§ 3. Le préjudice sexuel temporaire	180
§ 4. Le préjudice d'agrément temporaire	180
§ 5. La perte d'une année scolaire	180
Section 6. Les préjudices permanents	180
§ 1. Les méthodes d'indemnisation	180
Section 7. Le décès	200
§ 1. Les frais funéraires	200
§ 2. Le préjudice ex haerede	201
§ 3. Le dommage moral des proches	201
§ 4. Le dommage matériel	203
Section 8. Les intérêts et provisions	204
Pour en savoir plus...	206

L'aspect fiscal des indemnisations	207
<i>André BAILLEUX et Rafaël ALVAREZ CAMPA</i>	
Introduction	209
Section 1. Les dommages aux biens	209
§ 1. Dommage à un avoir privé	209
§ 2. Dommage à un avoir professionnel	210
Section 2. Les dommages aux personnes ou l'impôt sur la souffrance	217
§ 1. Rappels	217
§ 2. Le régime fiscal des prestations	222